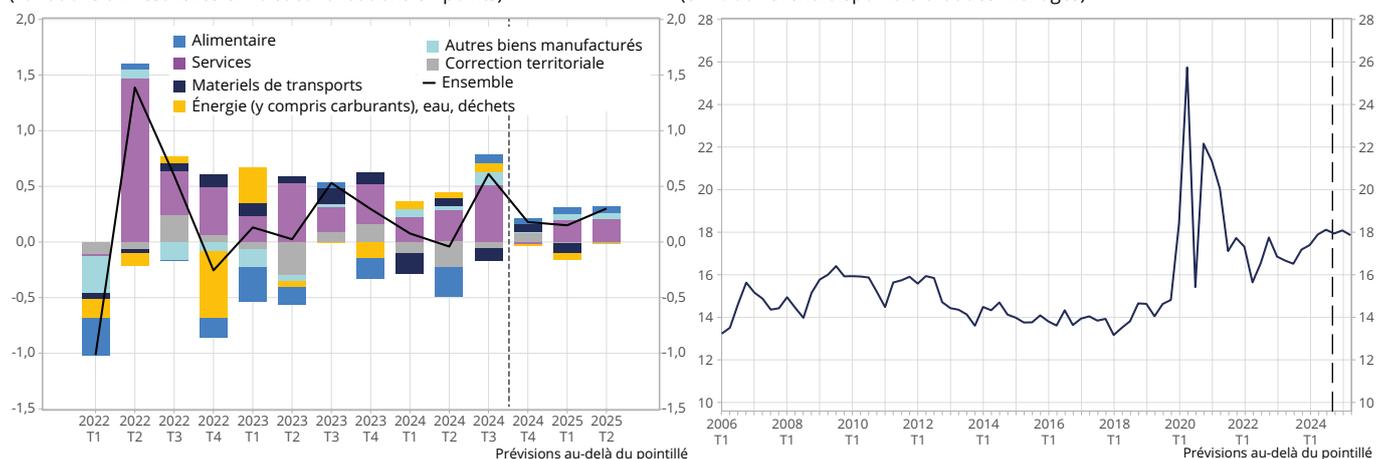


Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2024, la consommation des ménages a retrouvé de l'élan (+0,6 % après 0,0 %, ► **figure 1**), principalement portée par le dynamisme dans les services (+0,9 % après +0,5 %). Les ventes de billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP), enregistrées à l'été en comptabilité nationale, ont dopé la consommation en services récréatifs (+7,1 %). Cette importante évolution masque toutefois des effets d'éviction sur les activités récréatives usuelles : en effet, hors recettes de billetterie des JOP, la consommation dans ces services s'est, en réalité, repliée. Les effets d'éviction ont également concerné l'hébergement-restauration et les services de transports : la consommation des ménages sur le territoire en hébergement-restauration a fléchi cet été (-0,2 % par rapport au trimestre précédent), tout comme celle en services de transports (-0,4 %), signe probable d'une relative désaffection des touristes habituels. La consommation en biens est, quant à elle, repartie légèrement à la hausse (+0,4 % après -0,2 %). La consommation alimentaire s'est redressée timidement mais reste six points en dessous de son niveau moyen de 2019 (► **figure 2**). Les achats automobiles, en particulier de voitures neuves, se sont nettement repliés, sous l'effet notamment de l'entrée en

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)
(variations trimestrielles en % et contributions en points) (en % du revenu disponible brut des ménages)



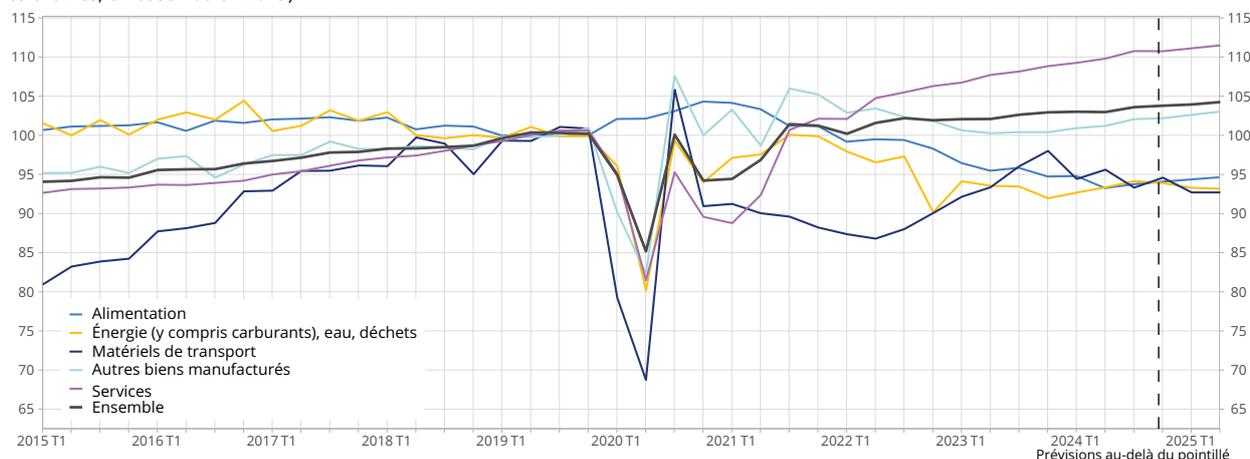
Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au troisième trimestre 2024, la consommation des ménages a augmenté de +0,6 % par rapport au trimestre précédent. La consommation en services a contribué à hauteur de +0,5 point à l'évolution de la consommation. Le taux d'épargne des ménages s'est élevé, au troisième trimestre 2024, à 18,2 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 2. Consommation trimestrielle passée et prévue, en niveau

(volumes chaînés, en base 100 en 2019)



Note : la correction territoriale, qui désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger nets des achats des non-résidents réalisés en France, n'est pas représentée sur ce graphique.

Lecture : au troisième trimestre 2024, la consommation alimentaire des ménages était 6 points en dessous de son niveau moyen en 2019.

Source : Insee.

vigueur de la nouvelle norme européenne GSR2 (*General safety regulation*) en juillet. Les dépenses des ménages en gaz et électricité sont à l'inverse restées dynamiques, les températures du mois de septembre ayant été plus fraîches que les normales saisonnières.

Au quatrième trimestre 2024, la consommation des ménages continuerait de progresser (+0,2 %) malgré la forte baisse prévue dans les services de loisirs (-6,0 %), liée au contrecoup des ventes de billets pour les JOP. Les dépenses dans le reste des services seraient dynamiques. En particulier, la consommation en services d'hébergement-restauration et en services de transport progresseraient plus rapidement que leur tendance, par contrecoup de l'été morose, les effets d'éviction liés à la tenue des JOP prenant fin. Les dépenses en biens continueraient de se redresser, y compris dans l'alimentaire, où les achats augmenteraient quasiment au même rythme que le trimestre précédent (+0,4 % au quatrième trimestre après +0,5 %). Les achats dans l'automobile progresseraient temporairement : les immatriculations ont, en effet, été dynamiques en novembre, en anticipation de la baisse du bonus pour les achats de véhicules électriques (entré en application début décembre) et du durcissement, prévu début 2025, de la norme européenne CAFE concernant les émissions des véhicules. La consommation de gaz et d'électricité, corrigée des variations saisonnières, serait stable par rapport à l'été : la consommation des ménages en gaz et électricité resterait supérieure d'environ 4 % à son niveau de l'hiver dernier, du fait d'un mois de novembre ayant connu une vague de froid précoce, les comportements en termes de sobriété étant supposés constants (► **figure 3**).

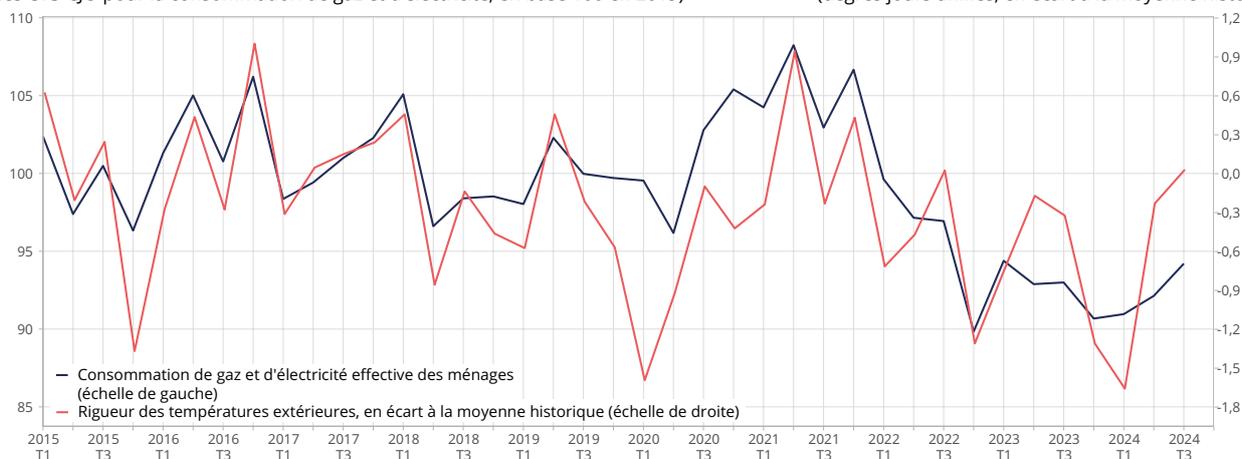
Sur l'ensemble de l'année 2024, la consommation augmenterait à un rythme similaire à celui de l'an passé (+0,9 %, ► **figure 4**). La hausse serait ainsi nettement moins forte que celle du pouvoir d'achat (+2,1 %, ► **figure 5**) et le taux d'épargne des ménages s'établirait en moyenne en 2024 à 17,9 %, un niveau supérieur de 1 point à celui de l'an passé et de 4 points à son niveau d'avant la crise sanitaire (► **éclairage** consacré aux taux d'épargne des ménages européens). L'opinion des ménages quant à l'opportunité d'épargner dans la situation économique actuelle reste, en effet, à des niveaux historiquement élevés, tandis que celle sur l'opportunité de faire des achats importants se redresse un peu par rapport à la mi-2023, mais demeure encore fortement dégradée (► **figure 6**).

Au premier semestre 2025, la consommation des ménages garderait en moyenne un rythme modéré, en accélérant au deuxième trimestre (+0,1 % puis +0,3 %) : leur pouvoir d'achat serait atone à l'horizon de prévision mais leur taux d'épargne, particulièrement élevé, pourrait se réduire un peu, pour peu que la période d'incertitude politique prenne fin. La consommation de biens se replierait légèrement à l'hiver (-0,1 %). Les achats automobiles seraient pénalisés au premier trimestre par l'entrée en vigueur de la norme CAFE et la hausse de prix entraînée par le durcissement du bonus sur les véhicules électriques : du fait du renchérissement relatif des automobiles par rapport aux autres produits du panier, le recul des achats à l'hiver 2025 serait plus marqué que leur progression à l'automne 2024. Les dépenses en énergie du logement reculeraient également (-1,0 % au premier trimestre 2025), sous l'hypothèse d'un retour des températures aux normales de saison et de comportements de sobriété constants. Ces deux effets ne joueraient plus

► 3. Consommation de gaz et d'électricité et rigueur des températures extérieures

(données CVS-CJO pour la consommation de gaz et d'électricité, en base 100 en 2019)

(degrés jours unifiés, en écart à la moyenne historique)



Dernier point : troisième trimestre 2024

Note : la consommation de gaz et d'électricité effective des ménages inclut aussi la consommation financée par le « chèque énergie », attribuée en comptabilité nationale aux administrations publiques.

La rigueur des températures est calculée comme l'écart de la température en « degrés jours unifiés » à la moyenne historique (depuis 1990), les degrés jours unifiés correspondant à la différence entre 17° et la température observée si cette différence est positive, 0 sinon.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, la consommation effective de gaz et d'électricité des ménages, corrigée des variations saisonnières, a été environ 9 % inférieure à son niveau moyen de l'année de 2019. Au quatrième trimestre 2023, les températures ont été moins rigoureuses que leur moyenne historique, de l'ordre de 1,3 degré de moins.

Source : Insee, Météo France (calculs Insee).

au printemps, si bien que la consommation de biens retrouverait à cet horizon un peu d'allant (+0,2 %). Sur le premier semestre 2025, avec une perception croissante par les ménages de la fin de l'épisode inflationniste, le redressement de la consommation alimentaire se poursuivrait, bien que de façon modérée. Du côté des services, la consommation garderait un certain dynamisme (+0,3 % par trimestre), conformément aux tendances observées sur la période récente.

Au total, à la mi-année 2025, l'acquis de consommation des ménages serait de +0,8 %, un peu plus élevé que celui du pouvoir d'achat (+0,6 %). Au deuxième trimestre, le taux d'épargne des ménages s'établirait ainsi à 17,9 % de leur revenu disponible brut, ce qui reste bien supérieur au niveau qu'il avait pendant toute la décennie 2010.

Enfin, l'investissement des ménages a continué de diminuer au troisième trimestre 2024 mais un peu moins que le trimestre d'avant (-0,6 % après -0,9 %). L'investissement des ménages en services, lié aux transactions immobilières dans l'ancien (frais d'agence et de notaire), s'est comprimé après un printemps dynamique (-0,9 % après +1,9 %), tandis que leur investissement en construction a continué de chuter, bien que moins fortement qu'auparavant (-0,6 % après -1,7 %). D'ici mi-2025, la baisse de l'investissement des ménages en construction pèserait de moins en moins sur l'activité, reflétant avec retard la stabilisation des mises en chantier, tandis que leur investissement en services retrouverait des couleurs. En effet, la proportion des ménages ayant l'intention d'acheter un logement se redresse depuis mi-2024, signe que le cycle de baisses de taux de la BCE initié en juin commence à dégripper les transactions. De plus, les perspectives d'activité des entreprises dans le logement neuf se sont globalement stabilisées depuis le printemps, après avoir été en diminution presque continue depuis le début de l'année 2022, et avoir atteint un niveau très bas (► figure 7). ●

► 4. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Ensemble des biens	44 %	-0,1	-0,5	0,5	-0,5	-0,1	-0,2	0,4	0,3	-0,1	0,2	-1,6	-0,3	0,4
Biens alimentaires	17 %	-1,9	-1,0	0,4	-1,2	0,1	-1,6	0,5	0,4	0,4	0,4	-3,5	-1,7	0,8
Produits agricoles	3 %	-0,8	1,3	-0,3	-0,8	-0,2	-1,9	-0,5	0,0	0,3	0,3	-2,6	-2,3	-0,3
Produits agro-alimentaires	14 %	-2,1	-1,4	0,5	-1,2	0,1	-1,6	0,7	0,4	0,4	0,4	-3,7	-1,6	1,0
Cokéfaction et raffinage	4 %	-0,1	-1,9	-0,3	-1,4	1,3	0,4	-0,3	-0,5	-0,3	-0,3	-2,2	-0,3	-0,9
Autres biens manufacturés	19 %	-0,3	0,1	0,9	0,5	-0,6	0,5	0,0	0,5	-0,2	0,3	0,4	0,7	0,4
Biens d'équipement	3 %	-0,9	-1,4	2,1	0,1	1,4	0,7	0,5	0,6	0,9	0,9	-2,1	3,2	2,5
Matériels de transport	5 %	2,3	1,3	2,9	2,0	-3,7	1,3	-2,4	1,4	-2,0	0,0	7,8	-0,4	-1,9
Autres produits industriels	11 %	-1,2	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,2	0,9	0,0	0,3	0,3	-2,1	0,7	1,0
Énergie, eau, déchets	5 %	8,7	0,7	0,1	-1,9	0,3	1,0	1,8	-0,1	-1,0	0,0	-2,4	0,8	0,1
Ensemble des services	57 %	0,4	0,9	0,4	0,6	0,4	0,5	0,9	0,0	0,3	0,3	3,1	2,1	1,1
Construction	2 %	0,8	-0,1	-0,2	0,1	0,1	-0,5	-0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	-0,4	-0,1
Commerce (2)	0 %	-0,2	-0,3	-0,8	-0,6	-1,5	0,6	-0,8	-0,2	-0,2	-0,2	0,8	-2,4	-0,8
Services marchands hors commerce	46 %	0,4	1,0	0,4	0,6	0,5	0,4	1,0	0,0	0,3	0,3	3,2	2,1	1,1
Transport	3 %	0,1	2,5	0,4	1,7	0,6	0,3	-0,4	0,6	0,3	0,3	6,6	2,8	0,8
Hébergement-restauration	9 %	-0,5	2,4	-0,2	0,1	0,4	0,6	-0,2	0,7	0,2	0,2	5,5	1,5	0,9
Information-communication	4 %	1,9	0,9	2,3	1,6	1,5	0,8	2,5	2,0	0,6	0,6	5,7	6,5	4,0
Services financiers	8 %	0,3	0,4	0,4	0,5	0,2	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	1,7	1,4	1,0
Services immobiliers	19 %	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	1,4	1,3	1,1
Services aux entreprises	3 %	0,7	1,4	0,5	1,6	0,7	-1,1	1,5	0,2	0,1	0,1	4,7	2,5	0,8
Services aux ménages	4 %	0,8	1,0	-0,4	0,3	0,9	1,2	7,1	-6,0	0,4	0,4	3,6	4,1	-0,2
Services non marchands	5 %	0,8	0,7	1,0	1,7	-0,1	1,5	0,7	0,0	0,8	0,8	3,3	3,4	2,2
Consommation totale sur le territoire	101 %	0,2	0,3	0,4	0,1	0,2	0,2	0,7	0,1	0,2	0,3	1,0	1,1	0,8
Correction territoriale	-1 %	8,3	36,2	-7,4	-15,0	10,8	23,6	4,4	-6,0	0,5	0,5	6,2	19,9	3,3
Importations de services touristiques		1,7	-3,8	3,5	4,5	2,3	-3,0	-0,8	1,0	0,5	0,5	10,4	3,9	0,4
Exportations de services touristiques		2,9	3,7	0,9	0,1	3,9	2,5	0,5	-0,8	0,5	0,5	9,5	7,3	1,1
Consommation totale des résidents	100 %	0,1	0,0	0,5	0,3	0,1	0,0	0,6	0,2	0,1	0,3	0,9	0,9	0,8

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants en 2023.

(2) Ce poste correspond aux achats et réparation d'automobiles et de motocycles. Les dépenses dans le commerce de détail hors automobiles et motocycles sont affectées aux produits correspondants.

Lecture : au troisième trimestre 2024, la consommation des ménages en biens alimentaires a augmenté de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

Conjoncture française

► 5. Consommation, pouvoir d'achat, taux d'épargne et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	2023				2024				2025		2023*	2024*	2025* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Consommation : variations trimestrielles	0,1	0,0	0,5	0,3	0,1	0,0	0,6	0,2	0,1	0,3	0,9	0,9	0,8
Pouvoir d'achat : variations trimestrielles	-1,0	-0,2	0,3	1,1	0,3	0,5	0,9	-0,1	0,2	-0,1	0,9	2,1	0,6
Taux d'épargne : en % du revenu disponible brut	16,9	16,7	16,6	17,2	17,4	17,9	18,2	18,0	18,1	17,9	16,9	17,9	17,9
Investissement : variations trimestrielles	-2,9	-1,5	-2,3	-2,0	-2,0	-0,9	-0,6	-0,3	-0,2	0,0	-8,2	-6,0	-0,9

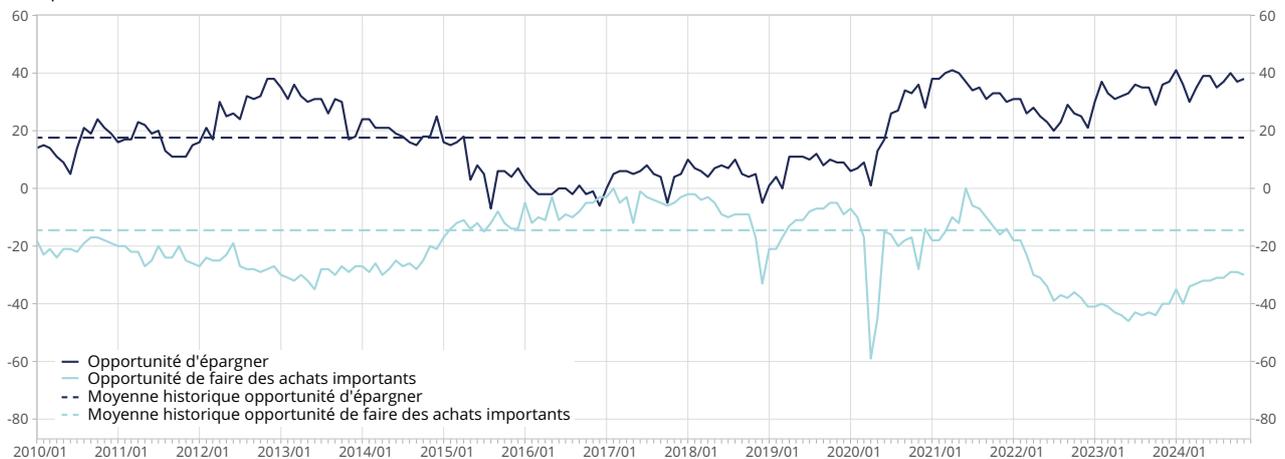
■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

► 6. Soldes d'opinion des ménages sur l'opportunité d'épargner et de faire des achats importants

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : novembre 2024

Note : les lignes en pointillés correspondent aux moyennes historiques des soldes, calculées sur la période janvier 1987-décembre 2023.

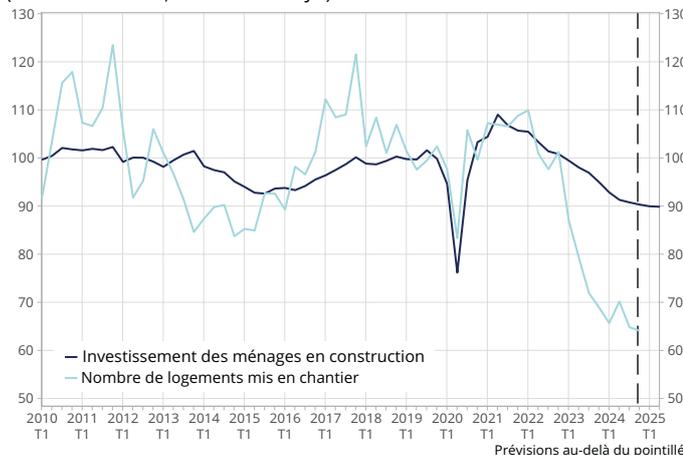
Lecture : en novembre 2024, le solde d'opinion des ménages sur l'opportunité d'épargner s'élève à 38 points.

Champ : ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine

Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme), Insee.

► 7a. Investissement des ménages en construction et nombre de logements mis en chantier

(base 100 en 2019, données CVS-CJO)



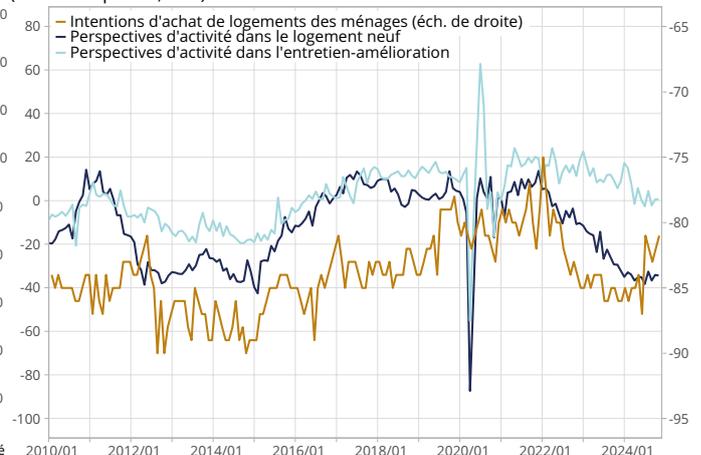
Note : pour les logements mis en chantier, le point du quatrième trimestre 2024 correspond aux données du seul mois d'octobre.

Lecture : au troisième trimestre 2024, l'investissement des ménages en construction s'est situé 9 points en dessous de son niveau moyen de 2019. Le nombre de logements mis en chantier s'est lui situé 35 points en dessous de son niveau moyen de 2019.

Source : Insee et SDES.

► 7b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction (entreprises) et sur les intentions d'achat de logement (ménages)

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : novembre 2024.

Lecture : en novembre 2024, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -34 points.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, et enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.